

Recherches sociographiques



Jorge NIOSI, *La bourgeoisie canadienne*

Arnaud Sales

Volume 22, Number 3, 1981

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/055955ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/055955ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Sales, A. (1981). Review of [Jorge NIOSI, *La bourgeoisie canadienne*]. *Recherches sociographiques*, 22(3), 416–417. <https://doi.org/10.7202/055955ar>

cette tradition de *scholarship* qui a fait la réputation de l'Université McGill en tant qu'institution d'enseignement et de recherche.

Raymond DUCHESNE

*Institut d'histoire et de sociopolitique des sciences,
Université de Montréal.*

Jorge NIOSI, *La bourgeoisie canadienne*, Montréal, Boréal Express, 1980, 243p.

Avec ce nouvel ouvrage, Jorge Niosi continue le minutieux travail d'investigation sur l'organisation du capital au Canada commencé avec son étude sur le contrôle financier du capitalisme canadien. Le présent livre n'a pas, au plan de son organisation générale, la même homogénéité que le précédent puisqu'il regroupe plutôt des articles sur des sujets ponctuels : émergence d'une bourgeoisie francophone, contrôle des sociétés d'État, contrôle des filiales étrangères. Des perspectives plus générales sur la bourgeoisie canadienne dans son ensemble sont cependant apportées à travers un chapitre sur ses étapes de formation et dans la conclusion. Sur chacun des sujets abordés l'auteur fait faire un progrès important dans la connaissance de domaines où les informations sont souvent éparpillées ou très peu explorées. Niosi cherche aussi à bousculer des *a priori* et des hypothèses plaquées, souvent de façon simpliste, sur la réalité canadienne ou mal fondées empiriquement.

En dehors des analyses plus techniques sur la nature et les types de contrôle, cette étude veut surtout montrer qu'il existe une bourgeoisie canadienne puissante, plus puissante que le capital étranger dont on a si souvent montré la présence au risque de donner une vision d'un Canada dominé économiquement (et même politiquement) par les intérêts étrangers.

Dans son premier chapitre, Niosi reprend les conclusions de son ouvrage précédent : il n'y a pas de contrôle bancaire de l'industrie, la théorie du contrôle interne est (en partie au moins) infirmée, au Canada ; il faut distinguer nettement au sein de l'élite économique les actionnaires de contrôle et les conseillers. Le deuxième chapitre est consacré à une analyse des facteurs explicatifs et des étapes de la formation de la bourgeoisie. À propos des quatre étapes définies avec justesse par l'auteur, on retiendra surtout les caractéristiques de celle qui va de 1970 à 1980 : déclin de l'hégémonie américaine, renaissance du nationalisme canadien et montée des bourgeoisies régionales.

Dans le chapitre suivant, l'auteur s'attaque d'ailleurs à l'analyse de l'une de ces bourgeoisies régionales, la nouvelle bourgeoisie canadienne-française. Les francophones, on le sait, sont très sous-représentés au sein de la grande bourgeoisie, mais l'on peut dresser l'inventaire des entreprises canadiennes-françaises importantes, tout au moins des sociétés publiques (ce qui, malgré tout, restreint quelque peu la liste). Niosi s'attarde surtout sur les groupes importants et sur le mouvement coopératif avant d'aborder la relation de la bourgeoisie francophone à la politique. En désaccord avec Pierre Fournier, l'auteur estime que cette bourgeoisie dans son ensemble se définit comme canadienne-française et non pas québécoise. Enfin, l'auteur trace un portrait intéressant de la croissance de la bourgeoisie francophone entre 1975 et 1979.

Le chapitre sur les sociétés d'État au Canada est sans doute celui qui nous apporte le plus d'informations nouvelles. Cette analyse en effet vient mettre de l'ordre au plan des interprétations théoriques sur la nature du capital d'État en même temps que dans un champ concret, celui des plus importantes sociétés d'État fédérales et provinciales. Les résultats obtenus permettent de saisir l'étendue de la présence des hommes d'affaires et de leurs conseillers au sein des conseils d'administration des sociétés d'État puisqu'ils occupent la moitié des postes. Les fonctionnaires ne

représentent qu'un quart des administrateurs externes. De ce point de vue, il n'y a pas de véritable bourgeoisie d'État, et c'est la bourgeoisie intérieure qui semble contrôler ces sociétés. Ce qui frappe aussi, c'est la faible cohérence menant à la création des sociétés d'État: consolidation des bourgeoisies régionales, lutte contre le développement inégal, accroissement du contrôle canadien de l'économie ou tout simplement, comme la Banque du Canada, instrument habituel de la politique économique. Il n'y a donc pas de politique systématique, ni unique, sous-jacente à la création de ces sociétés; leur date de création en témoigne.

Le dernier chapitre est consacré à la fraction *compradore*, à partir de l'analyse du groupe des cent trente sociétés étrangères dont les actifs dépassent cent millions de dollars. Niosi cherche d'abord à établir le type et le mode de contrôle des filiales en remontant jusqu'à la maison-mère, ce qui lui donne l'occasion de critiquer les thèses sur le contrôle bancaire et financier de l'industrie américaine et de nuancer une fois de plus la théorie du contrôle interne. C'est dans les mines et la fabrication, on le sait, que le capital étranger est dominant. Pour Niosi, cette division du travail est la condition d'alliance entre la bourgeoisie intérieure et la bourgeoisie *compradore*. Cette alliance cependant est conflictuelle à cause du regain du nationalisme économique qui a enclenché une politique de rachat par les Canadiens de leur économie et donc, selon l'auteur, un déclin important de la bourgeoisie *compradore*. Les ponts existent cependant entre les deux fractions qui utilisent d'ailleurs le même groupe d'intellectuels organiques (les conseillers) sur leurs conseils d'administration.

Ce bref compte rendu indique, sans en refléter toute la richesse, la diversité et l'intérêt des thèmes abordés dans cet ouvrage stimulant. On pourrait évidemment discuter de la non inclusion très artificielle des conseillers au sein de la bourgeoisie entendue ici dans un sens trop étroitement économique. Ceci aurait dû être débattu sérieusement à propos de l'ouvrage sur le contrôle financier du capitalisme canadien. Liée à la définition et à la description de la bourgeoisie, la méthode utilisée prêterait aussi à discussion: peu éloignée en cela des études en termes d'élite, elle se concentre généralement sur les très grandes compagnies publiques. Par ailleurs, dans son analyse du rachat de l'économie canadienne, Niosi, tout en pointant une réalité nouvelle, ne me paraît pas pousser assez sa démonstration sur la base d'une analyse sectorielle détaillée, y compris par branches d'industrie. Il minimise peut-être trop l'importance stratégique du secteur industriel, où se trouvent concentrés les contrôles étrangers, pour affirmer la puissance de la bourgeoisie intérieure, indéniable par ailleurs. Il n'explique pas non plus comment, malgré un déclin des actifs étrangers, la part des ventes des entreprises étrangères a pu se maintenir et leur part des bénéfices augmenter. On n'oubliera pas non plus que les immobilisations des entreprises étrangères au Canada devaient, selon Statistique Canada, augmenter en 1981 trois fois plus rapidement que celles des sociétés canadiennes cette même année. Comme on le voit, il y a là plus éléments de débats que défauts majeurs, et c'est ce qui contribue à donner tout son intérêt à ce livre clair, bien écrit, très documenté et qui fait faire un pas important dans la connaissance des classes dirigeantes au Canada.

Arnaud SALES

*Département de sociologie,
Université de Montréal.*

Jean-Jacques SIMARD, *La longue marche des technocrates*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1979, 200p.

Voici enfin une sociologie qui nous interpelle vraiment, aussi éloignée du pédantisme abstrait que de la manie quantophrénique. Pour analyser les luttes idéologiques et politiques qui ont affecté le processus de développement régional en cours au Québec depuis 1960, Simard part de vingt-trois entrevues réalisées sur le terrain en 1972: ce matériel viendra appuyer un certain nombre